

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE

Sommaire

DOCTRINE

Marie-Thérèse Lanquetin : Affiliation à un régime professionnel et discrimination à raison du sexe.

Marie-Laure Morin : Effectif de l'entreprise (suite) : la Charte européenne des droits fondamentaux peut-elle avoir un effet direct ?

Emmanuelle Wurtz : Prise d'acte d'un représentant du personnel et refus antérieur d'autorisation administrative. Note **Thierry Durand**

JURISPRUDENCE

Voir notamment

Décision des IRP et articulation de l'intervention du CE et du CHSCT.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 juillet 2012 et 10 janvier 2012 – Note Thierry Durand et Arnaud Mazières (p.715)

L'arrêt *Carrefour* du 27 juin 2012 : petite contribution au rayonnement de l'exigence d'égalité de traitement

Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 juin 2012 – Note Isabelle Meyrat (p.724)

L'indemnisation du non-respect par l'employeur de l'obligation de contrôler la charge de travail du salarié.

Conseil de prud'hommes (Ind. – Dép.) 15 mai 2012 – Note Paul Cao (p.727)

L'indemnité forfaitaire contenue dans un accord transactionnel ne fait pas obstacle au paiement d'une indemnité contractuelle de licenciement.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 mai 2012 – Note Mohamed-Najib Smaili (p.733)

Licenciement du travailleur étranger « sans papiers » : une jurisprudence inacceptable du « salariat bridé ».

Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 juillet 2012 – Note Michèle Bonnechère (p.736)

CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

Droit de la protection sociale (troisième partie) par Laure Camaji, Anne-Sophie Ginon et Frédéric Guiomard.



NOVEMBRE 2012

Doctrine :

Affiliation à un régime professionnel et discrimination à raison du sexe (à propos de Cass. soc. 6 juin 2012, AGIRC), par Marie-Thérèse Lanquetin, Chercheur, Irerp, Université Paris-Ouest La Défense 687

EGALITE DE TRAITEMENT – Discrimination à raison du sexe – Discrimination indirecte – Affiliation à un régime de retraite complémentaire – Justification – Comparaison avec des classifications voisines exclues (non) – Equilibre général du régime (non).

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 6 juin 2012 692

Effectif de l'entreprise (suite) : la Charte européenne des droits fondamentaux peut-elle avoir un effet direct ? (à propos d'un renvoi à la Cour de Justice de l'Union européenne, Soc. 11 avril 2012, PBR), par Marie-Laure Morin, ancien Conseiller à la Cour de cassation 694

LIBERTÉS ET DROITS FONDAMENTAUX – Représentation des travailleurs – Effectivité – Contrats aidés – Exclusion du décompte des effectifs (art. L. 1111-3 CT) – Privation du bénéfice de représentation du personnel – Compatibilité avec le droit communautaire – Question préjudicielle – Interprétation des actes pris par les institutions de l'Union – Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne – Droit fondamental relatif à l'information et à la consultation des travailleurs (art. 27) – Opposabilité à une disposition législative nationale.

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 11 avril 2012 704

Prise d'acte d'un représentant du personnel et refus antérieur d'autorisation administrative (Rapport sous Soc. 4 juillet 2012, société Lahera Productions) par Emmanuelle Wurtz, Conseiller référendaire à la Cour de cassation 706

PROTECTION DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL – Prise d'acte de la rupture – Restriction d'aptitude – Poste non compatible – Décision antérieure de refus d'autorisation administrative de licenciement – Motivation – Caractère indifférent – Compétence judiciaire.

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 4 juillet 2012 711

Note **Thierry Durand**, Conseiller prud'homme 712

Jurisprudence :

COMITÉ D'ENTREPRISE – Attributions économiques – Consultation – Problèmes généraux intéressant les conditions de travail – Transmission de l'avis du CHSCT – Condition de régularité de la consultation (oui) (deux espèces).

CHSCT – Fonctionnement – Expression d'un avis – Forme – Délibération collective (non) – Recueil d'opinions individuelles de ses membres – Régularité (non) (deuxième espèce).

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 4 juillet 2012 715

Note **Thierry Durand** et **Arnaud Mazières** 716

CONGÉS PAYÉS – Conditions d'ouverture de droits – Période de référence – Absence assimilée à du temps de travail effectif – Accident de trajet (oui).

CONSEIL DE PRUD'HOMMES – Compétence – Remboursement d'avances faites par l'employeur.

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 3 juillet 2012 719

Note **Thierry Durand** 720

CONSEIL DE PRUD'HOMMES – Compétence – Contredit – Bureau de conciliation – Pouvoirs.

COUR D'APPEL DE PARIS (Pôle 6 - Chambre 2) 6 septembre 2012 721

Note 724

CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Principe d'égalité de traitement – Atteinte devant être justifiée par une raison objective dont le juge contrôle la réalité et la pertinence – Prime réservée aux salariés d'un établissement – Transfert du risque économique sur les salariés – Licéité (non).	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 27 juin 2012	724
Note Isabelle Meyrat , Maître de conférences à l'Université de Cergy-Pontoise, membre du LEJEP.	726
TEMPS DE TRAVAIL – Charge de travail excessive – Défaut d'enregistrement des horaires de travail – 1° Paiement des heures supplémentaires – 2° Suicide – Indemnités des ayants-droit – Chefs de préjudice – Atteintes à la vie privée et familiale – Compétence prud'homale.	
CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE VERSAILLES (Industrie – Départage) 15 mai 2012	727
Note Paul Cao , Avocat au Barreau d'Angers	731
TRANSACTION – Etendue – Renonciation liée au différend y ayant donné lieu – Transaction réparant le préjudice subi du fait de la rupture du contrat de travail – Litige relatif au paiement d'une indemnité contractuelle de licenciement – Recevabilité de la demande (oui).	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 3 mai 2012	733
Note Mohamed-Najib Smaili , Docteur en droit Chargé d'enseignement à l'Université d'Evry-Val-d'Essonne	733
TRAVAILLEURS ÉTRANGERS – Travailleur en situation irrégulière – Rupture du contrat de travail – Irrégularité constituant une cause objective – Exclusion de principe des dispositions relatives au licenciement – Exception – Employeur se plaçant sur un terrain disciplinaire.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 4 juillet 2012	736
Note Michèle Bonnechère , Professeur à l'Université d'Evry Val d'Essonne	737

Chroniques jurisprudentielles :

DROIT DE LA PROTECTION SOCIALE (troisième partie) Décisions sélectionnées et commentées par **Laure Camaji**, Maître de conférences à l'Université Paris-Sud – IUT de Sceaux, **Anne-Sophie Ginon** et **Frédéric Guiomard**, Maîtres de conférences à l'Université de Paris-Ouest Nanterre – La Défense (IRERP EAC CNRS)

ASSURANCES SOCIALES – Maladie – Bénéficiaires – Enfant étranger à la charge effective et permanente de l'assuré.

Première espèce : COUR DE CASSATION (2° Ch. Civ.) 10 novembre 2011	740
Note Anne-Sophie Ginon	741

SECURITE SOCIALE – Professions industrielles et commerciales – Affiliation – Conditions – Exercice effectif par l'assuré d'une activité professionnelle comportant inscription au Registre du commerce et des sociétés – Capacité de l'assuré d'exercer le commerce (non).

Deuxième espèce : COUR DE CASSATION (2° Ch. civ.) 20 janvier 2012	742
Note Anne-Sophie Ginon	742

SECURITE SOCIALE – Assujettissement - Ministres des cultes et membres des congrégations et collectivités religieuses - Conditions – Pension de vieillesse - Périodes d'assurance – Détermination.

Troisième espèce : COUR DE CASSATION (2° Ch. Civ.) 20 janvier 2012	743
Note Anne-Sophie Ginon	744

Connectez-vous au site du Droit Ouvrier, vous y trouverez de nombreux renseignements utiles : articles en libre consultation, annonces de colloques et débats, etc.

<http://sites.google.com/site/droitouvrier>